

SOCIÉTÉ. Les caravanes expulsées de deux camps illicites à Saint-Herblain sont

désormais installées à Nantes. La question de leur intégration cristallise une nouvelle fois les tensions

Roms : ballottés d'une ville à l'autre

Expulsées de Saint-Herblain, une centaine de familles s'est établie sur un terrain industriel à Nantes. Reportage.

Léonard lève les yeux vers le ciel. « Merci à Dieu. Ici on est tranquille. On est bien. On a l'eau, l'électricité. On a besoin de rien. » Les familles roms expulsées de Saint-Herblain il y a une semaine prennent leurs marques à Nantes.

« C'est dur, on se sent mal quand on nous rejette comme ça »

Quartier Beaujoire, elles ont investi un vaste terrain à l'angle de l'Ouche Buron et de l'avenue de la Gare de Saint-Joseph. Leurs caravanes ont trouvé place derrière des murs d'enceinte surmontés de barbelés qui abritaient il y a quelques mois encore une société du groupe Vinci construction. Combien sont-elles dans ce bunker à ciel ouvert ? Une petite centaine, à l'ombre desquelles des gosses hauts comme trois pommes courent et chahutent.

La plupart devrait être à l'école. Mais l'expulsion a changé la donne. « On est allé à la mairie annexe dès lundi matin avec les pièces d'identité de tous les enfants pour leur trouver une solu-



Environ 200 Roms ont trouvé refuge sur un terrain industriel, entre Haluchère et la Beaujoire. Photo Presse Océan - Nathalie Bourreau

tion », explique Sorin entre deux taffes de cigarette. « Il faut les inscrire quelque part. C'est important. Pour l'intégration, tout ça... »

Les autorités disent suivre ce dossier avec attention, en concertation avec l'Éducation nationale. « Un référent de l'association Chaptal va

les rencontrer dans les prochains jours », indique Louis Souchal, directeur général délégué à la cohésion sociale et aux territoires de la Ville de Nantes et de Nantes métropole. « L'objectif est de dispatcher les enfants dans les écoles de manière équilibrée, afin de ne pas tous les mettre dans une même classe », poursuit le chargé des programmes d'intégration des Roms à Nantes où une centaine d'enfants roms sont déjà scolarisés.

En attendant leur retour dans les cours, les gamins usent leurs semelles sur les gravillons du nouveau camp. « On a reçu une benne pour les déchets. C'est propre. On fait le ménage tous les matins, insiste Sorin. La vie s'organise. Chacun prend ses repères. »

En tentant d'oublier les heures de galère, mercredi et jeudi, sur le bord des routes. « Ça a été difficile, témoignent Léonard et Marian. On ne savait pas où aller. On nous disait pas Indre, pas Couëron, pas Saint-Herblain. Plus loin, plus loin. Mets-toi à ma place, c'est dur, on se sent mal quand on nous rejette comme ça. Il pleuvait, on n'avait rien. Pour cuisiner, tout ça. Une catastrophe. Mais c'est fini. Ici on est bien. » Jusqu'à quand ? « On vient d'arriver. On nous laisse tranquille. Dieu merci. »

Rémi Certain
et Anne-Hélène Dorison

ZOOM



Louis Souchal, directeur général adjoint de la ville de Nantes. Photo archives PO

La Ville remplit ses obligations « à 150 % »

Accompagnement. À la Beaujoire, Nantes Métropole a mis en place un système de ramassage des ordures et s'est assuré que les occupants disposaient d'eau potable. « Il s'agit de circonscrire tout risque sanitaire », indique Louis Souchal, directeur général adjoint de la Ville et de Nantes Métropole. La ville veille aussi à la domiciliation des familles, ainsi qu'à la scolarisation des enfants. « Nos obligations légales, on les remplit à 150 %. Depuis

dix ans, nous travaillons également à faciliter l'insertion. Nous accompagnons certaines familles dans leurs projets de vie. Mais entendons-nous bien : nous ne sommes pas dans une approche ethnique ou communautaire. Il s'agit de prendre en charge des familles. » La ville mène par ailleurs un travail de coopération décentralisé en Roumanie. Contactée hier, la préfecture, elle, a fait savoir qu'elle ne communiquerait pas.



Entre 1 500 et 1 700 dans l'agglomération

Migration. Ils sont entre 1 500 et 1 700 migrants de l'Est non-sédentaires à Nantes et dans son agglomération. Originaires de Roumanie et de Bulgarie, ils sont présents en Loire-Atlantique depuis 2003, se partageant entre camps illégaux, terrains conventionnés et logements HLM. Tous les mois, les autorités estiment que quatre à six nouvelles familles s'installent et qu'autant repartent, selon le phénomène de la migration pendulaire. Depuis 2005, environ 6 000 personnes sont ainsi venues puis reparties de l'agglomération nantaise. La ville de Nantes a hébergé 600 d'entre elles. Actuellement, dix familles sont accueillies sur le terrain conventionné de la ville, situé sur le quai Wilson, sur l'île de Nantes.

Photo PO - Nathalie Bourreau

« Ça n'est plus possible de continuer comme ça »

Depuis mercredi et l'expulsion des Roms de Saint-Herblain, la tension est montée d'un cran dans l'agglomération.

L'expulsion des deux camps de Roms de Saint-Herblain, mercredi dernier, a mis le feu aux poudres dans les communes limitrophes. À Indre, ce jour-là, le maire Serge David (DVG) et son équipe, aidés de citoyens, ont pris la décision de se positionner aux entrées de ville pour « sécuriser » la commune.

Rassemblement le 8 mai

À Couëron, ce sont les entrepreneurs regroupés au sein de l'association Ecla (Entreprises couëronnaises de Loire-Atlantique) qui se sont mobilisés sur la D75 pour rediriger les caravanes.

« Simple précaution » pour les uns, « milices aux gilets



À Indre, les élus s'étaient positionnés aux entrées de ville après l'expulsion des Roms. Archives PO-ST

jaunes » pour les autres, l'affaire a ému l'association citoyenne indraise Remue-Méninges, qui a décidé d'organiser un rassemblement devant la mairie de la

commune de 4 000 habitants ce vendredi 8 mai, à 10h. « Un mouvement d'indignation pacifique face à cette atteinte aux libertés de circulation des personnes ».

« Nous étions aussi sur le terrain ce jour-là, réagit Carole Grelaud, la maire socialiste de Couëron, mais pas dans la même démarche. En 2011, la ville a ouvert un ter-

rain conventionné pour accueillir six familles roms. Depuis lors, trois aires non officielles se sont installées sur les Hauts de Couëron. On est arrivé à une centaine de caravanes. Avec forcément des points de tension. Jusqu'à ce mardi 28 avril, 70 % de la population rom de l'agglomération nantaise était accueillie à Saint-Herblain et Couëron. Ça n'est pas raisonnable. »

Pour l'édile, l'affaire n'a fait que mettre le doigt sur une évidence : « Ça n'est plus possible de continuer comme ça. Il faut une vraie solidarité entre les communes et pas que celles de la métropole, pour mener un travail d'accompagnement. » Les différents maires et leurs équipes devraient se réunir « très prochainement » pour en discuter.

Sophie Trébern